



**PRÉFET
DU HAUT-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GENERAL DE GAULLE
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 01

Mulhouse, le 19/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PSA Peugeot Citroën Mulhouse SNC

Route DE CHALAMPE
Ile Napoléon
68390 Sausheim

Références : 0006700467_2025_12_12_PSA(Général)_VIIC_Ech._TAR
Code AIOT : 0006700467

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement PSA Peugeot Citroën Mulhouse SNC implanté Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le suivi des échéances d'une précédente visite d'inspection le 19/05/2025 dans le cadre de l'action régionale 2024 concernant les tours aéroréfrigérantes et leur suivi d'exploitation.

La visite d'inspection avait abouti à la constatation d'une non-conformité concernant l'état de surface de la TAR de l'atelier Fonderie (tarte sur l'extérieur et rouille au niveau de la tuyauterie de l'eau d'appoint) et des non-conformités concernant le respect de la valeur limite en concentration de légionelles dans l'eau d'appoint des TAR du site.

Ces non-conformités avaient donné lieu à la signature d'un Arrêté de Mise en Demeure en date du

16/07/2025.

Le contrôle effectué a eu lieu sur le circuit de refroidissement de la TAR Fonderie.

Le contrôle s'est basé sur le respect de l'arrêté de mise en demeure du 19/07/2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PSA Peugeot Citroën Mulhouse SNC
- Route de Chalampé BP 1403 68390 Sausheim
- Code AIOT : 0006700467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Stellantis de Mulhouse du groupe automobile Stellantis (ex-Groupe PSA) est un site d'assemblage (emboutissage, ferrage, peinture et montage), il abrite également d'autres activités permettant la fabrication d'automobiles ou pièces de rechange (Forge, Fonderie, etc). Les activités du site sont génératrices d'émissions de toutes natures dont les émissions dans l'air issues (en dehors de la chaufferie, fonderie, forge, peinture et mécanique) des ateliers usinage, ferrage, et montage.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat visuel et entretien TAR	AP de Mise en Demeure du 16/07/2025, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Analyses Eau d'Appoint TAR	AP de Mise en Demeure du 16/07/2025, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vue des éléments présentés par l'exploitant, l'Inspection a constaté :

- l'entretien et le nettoyage du tartre sur les parties externes de la TAR mais l'absence d'un nettoyage et d'une maintenance sur la conduite d'eau d'appoint de la TAR Fonderie (présence de rouille)
- le respect des valeurs limites en concentration en Légionelle pour l'eau d'appoint des TAR du site sauf pour la TAR du bâtiment R38.

Par conséquent, des non-conformités sont toujours présentes. Cependant, compte-tenu des engagements pris par l'exploitant sur la transmission rapide des éléments nécessaires à un retour à la conformité, les suites proposées sont des demandes de justificatifs.

TAR: Tours Aéroréfrigérantes

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat visuel et entretien TAR

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/07/2025, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Légionnelles
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois à compter de la notification de l'arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 26.I.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 portant prescriptions complémentaires : « L'installation, en particulier ses parties internes, est maintenue propre et dans un bon état de surface avant tout redémarrage et pendant toute la durée de son fonctionnement. [...] »
Constats : Lors du contrôle du 19/05/2025, l'Inspection avait constaté la présence de coulure et de tartre sur plusieurs points extérieurs ainsi que de la rouille au niveau de la conduite d'eau d'appoint sur la TAR Fonderie. Lors de la visite sur le terrain, l'Inspection a constaté visuellement la réalisation d'un nettoyage et d'une remise en peinture sur les deux parties extérieures de la TAR Fonderie. L'exploitant a indiqué que des travaux ont été réalisés en novembre 2025 par un prestataire extérieur. Ces travaux comprennent un grattage mécanique du tartre puis un grattage chimique à partir d'un acide et enfin une remise en peinture à partir d'une résine. Par la suite, l'Inspection a vérifié l'état de surface de la conduite d'eau d'appoint au niveau du local de la TAR. Sur ce point, l'Inspection a constaté une nouvelle fois la présence de rouille au niveau de la conduite. L'exploitant indique que c'est un oubli sur la prestation de maintenance et de nettoyage. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant s'est engagé à réaliser les travaux nécessaires sous 1 mois en contactant le prestataire au plus vite. Suite au constat de l'Inspection sur le maintien de la non-conformité et l'engagement de l'exploitant sur un retour rapide en conformité, l'Inspection propose de demander un justificatif de réalisation des travaux sous 1 mois.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de transmettre à l'Inspection l'ensemble des justificatifs nécessaire afin de démontrer la réalisation des travaux de nettoyage et de maintenance afin d'enlever la rouille sur la conduite d'eau d'appoint de la TAR Fonderie (notamment PV de réception des travaux + photos).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Analyses Eau d'Appoint TAR

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 16/07/2025, article 3		
Thème(s) : Risques chroniques, Légionelles		
Prescription contrôlée : Dans un délai de 4 mois à compter de la notification de l'arrêté, l'exploitant respecte les dispositions de l'article 28.2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 portant prescriptions complémentaires : <i>« L'eau d'appoint respecte au niveau du piquage les critères microbiologiques et de matières en suspension suivants : Legionella pneumophila < seuil de quantification de la technique normalisée utilisée. Matières en suspension < 10 mg/l. La qualité de l'eau d'appoint fait l'objet d'une surveillance au minimum annuelle. En cas de dérive d'au moins l'un de ces indicateurs, des actions correctives sont mises en place, et une nouvelle analyse en confirme l'efficacité, dans un délai d'un mois. L'année qui suit, la mesure de ces deux paramètres est réalisée deux fois, dont une pendant la période estivale. »</i>		
Constats : Sur ce point de contrôle, l'Inspection s'est attachée à vérifier uniquement le respect de la valeur limite en Légionelles sur l'eau d'appoint des TAR qui faisait l'objet de la mise en demeure sur cette prescription. Lors du contrôle du 19/05/2025, l'Inspection avait constaté que sur la dernière campagne du 18/02/2025 sur les analyses légionelles de l'eau d'appoint des TAR du site, tous les points de mesures étaient non conformes avec un dépassement du seuil de quantification (10 UFC/L). Lors du contrôle du 12/12/2025, l'exploitant a présenté un tableur détaillant les résultats des mesures Légionelles pour l'ensemble des points de mesures de l'eau d'appoint des TAR du site. A la suite des campagnes de février 2025 montrant des non-conformités, l'exploitant a recherché les causes de ces dépassements en légionelles. Selon les dires de l'exploitant, cela provient de l'utilisation de l'eau ayant servi au refroidissement des compresseurs de l'atelier R15 dont la température est trop haute. A la suite de ce constat, l'exploitant a arrêté l'utilisation de l'eau de refroidissement du bâtiment R15 et a remplacé l'appoint des TAR par de l'eau de la nappe en direct. Cette modification a été réalisée en juin 2025. Deux campagnes (en juillet et en novembre 2025) ont été réalisées sur l'eau d'appoint:		
Nom TAR	Campagne du 01 juillet 2025	Campagne du 18/11/2025
SA57 - EMB	< 10 UFC/L	10 UFC/L Contre analyse le 02/12/2025: < 10 UFC/L

SA56 - FER Nord	10 UFC/L Contre analyse le 17/07/2025: < 10 UFC/L	< 10 UFC/L
SA56 - FER Sud	< 10 UFC/L	< 10 UFC/L
R38 - Units	< 10 UFC/L	110 UFC/L Contre analyse le 02/12/2025: 5600 UFC/L
SA44 - UPM	< 10 UFC/L	< 10 UFC/L
SA20 - OCMB	< 10 UFC/L	< 10 UFC/L
SA29 - UMMB	< 10 UFC/L	< 10 UFC/L
SA91 - UMMD	< 10 UFC/L	< 10 UFC/L
SA06 - UFIM	< 10 UFC/L	< 10 UFC/L
R33 - FORGE 1	< 10 UFC/L	< 10 UFC/L
SA23 - FORGE 2	< 10 UFC/L	< 10 UFC/L

D'après les résultats présentés, l'Inspection constate une non-conformité au niveau de la TAR du bâtiment R38 pour la campagne du 18/11/2025 (persistante après contre-analyse).

L'exploitant explique que le bâtiment R38 contient des compresseurs qui sont refroidis par la TAR. Un projet est actuellement mis en place pour regrouper l'ensemble des compresseurs sur le bâtiment R15 et permettrait d'arrêter complètement les compresseurs (et donc la TAR) du bâtiment R38.

Durant les essais finaux sur le bâtiment R15 au mois de décembre 2025, la TAR du bâtiment R38 est maintenue en activité faible (seul le bouclage de circulation d'eau est maintenu sans appoint d'eau).

L'exploitant explique que ces dépassements sur l'eau d'appoint de la TAR R38 sont dus l'absence de circulation d'eau dans le réseau d'appoint de la TAR R38 et le bras mort occasionné entre le château d'eau et le bâtiment R38 suite à l'absence de consommation d'eau.

L'exploitant indique également que dès lors que les essais seront terminés et concluants sur le bâtiment R15, l'exploitation sera arrêtée au niveau du bâtiment R38 ce qui occasionnera l'arrêt de la TAR R38.

Cet arrêt interviendrait durant la première quinzaine du mois de janvier 2026.

Étant donné les explications de l'exploitant et l'arrêt très proche de la TAR du bâtiment R38, l'Inspection propose de demander un justificatif de l'arrêt de la TAR du bâtiment R38 sous un mois.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il appartient à l'exploitant de transmettre sous 1 mois les justificatifs nécessaires à l'arrêt de l'activité de la TAR du bâtiment R38 (notamment, notification de cessation partielle d'activité ICPE pour la rubrique 2921).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois